



JABIN BOTSFORD/THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES

## Viktor Orbán et Donald Trump : une amitié dangereuse

Une relation privilégiée avec des dangers invisibles.

- Josue Michels
- [01/03/2022](#)

Le président américain Donald Trump fit l'éloge du Premier ministre hongrois Viktor Orbán et le remercia de son amitié, dans une lettre datée du 12 août. La lettre fut publiée sur la page *Facebook* d'Orbán le 31 août. Quelques semaines auparavant, Tucker Carlson, de *Fox News*, avait rendu visite au Premier ministre hongrois pour une longue interview. Cette relation d'affection qui se développe exaspère les libéraux aux États-Unis. Mais cette relation est inquiétante pour des raisons que ni la gauche ni la droite ne comprennent.

Dans sa lettre, Trump louait Orbán pour sa détermination à continuer à se battre pour les idéaux que chérissent les deux camps. « Merci de votre belle lettre et de votre soutien généreux et de vos encouragements au nom des citoyens de la Hongrie », a écrit Trump. « Je suis reconnaissant de votre amitié continue et votre engagement durable à lutter pour les idéaux que vous et moi chérissons : la liberté et la fierté patriotique. » Ces valeurs ont lié les deux dirigeants pendant la présidence de Trump. En 2019, Orbán rendit visite au président Trump à Washington. Les deux hommes ont trouvé de nombreuses raisons de se féliciter mutuellement, car ils poursuivaient tous deux la même politique consistant à faire passer leur propre pays en premier. Le journal allemand *Die Welt* notait toutefois à l'époque que cette politique empêchait également une coopération étroite. M. Orbán veut le meilleur pour la Hongrie, ce qui signifie coopérer avec l'Union européenne, la Russie et la Chine ; Trump veut le meilleur pour les États-Unis, ce qui signifie s'opposer à l'UE, à la Russie et à la Chine. Il est clair, cependant, que M. Trump souhaiterait que plus de dirigeants européens soient comme M. Orbán.

Une note supplémentaire sous la lettre de M. Trump indique ceci : « Excellent travail sur Tucker (Fox). Fier de toi ! » Dans l'interview de Tucker Carlson, Orbán a souligné le rejet de l'immigration illégale, l'importance des valeurs nationales et le droit de prendre des décisions souveraines. Contrairement à la plupart des médias, Carlson a dépeint la Hongrie comme un pays extrêmement libre. Il a demandé : « Qui est le plus libre ? Dans quel pays êtes-vous le plus susceptible de perdre votre emploi en raison d'un désaccord avec l'orthodoxie de la classe dirigeante ? La réponse est pourtant assez évidente. Si vous êtes américain, il est douloureux de l'admettre, comme nous l'avons découvert. » Carlson faisait référence à la culture de l'annulation aux États-Unis. Pourtant, Orbán est également accusé de démanteler les institutions démocratiques fondamentales.

Pendant la crise du coronavirus, Orbán a fait passer une loi qui lui permet de gouverner par décret. Dans [« Le coronavirus et le Saint-Empire romain »](#), le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, avertissait en 2020 : « Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán devient également plus autocratique dans cette crise. La Hongrie n'a été que légèrement touchée par le coronavirus, mais le 30 mars, le Parlement hongrois a accordé à Orbán des pouvoirs dictatoriaux. Maintenant, le Parlement est fermé, les élections sont annulées, et quiconque diffuse de « fausses » informations peut être emprisonné pendant cinq ans. La démocratie a été remplacée par un gouvernement par décrets. »

Le *Spiegel Online* avertissait le 3 avril 2020 : « Le premier ministre hongrois a aboli la démocratie. Si l'UE n'agit pas, l'autoritarisme se répandra en Europe. »

Dans « Une décennie Viktor Orbán : Le processus de fer », *Spiegel Online* écrivait le 25 avril 2020 : « Le parti de Viktor Orbán a remporté les élections il y a dix ans. La Hongrie—autrefois symbole de la lutte contre l'oppression—a depuis démantelé la démocratie. Ses partisans sont également surpris « de voir jusqu'où le Premier ministre est allé ». *Spiegel* résumait les changements entrepris par la Hongrie, en soulignant :

- Un changement complet des élites a eu lieu dans l'appareil d'État ; la fonction publique et le système éducatif et culturel ont été systématiquement purgés du personnel non loyal.
- Orbán a rigoureusement centralisé la Hongrie, et les collectivités locales, autrefois puissantes, ont perdu de nombreux pouvoirs.
- Les médias publics et la plupart des médias privés sont sous le contrôle du gouvernement.
- Orbán a imposé à la Hongrie une constitution qui apparaît être de style conservateur chrétien, mais qui en fait, sert principalement ses besoins de pouvoir et qui a déjà été modifiée près d'une douzaine de fois à cette fin.
- Dans la pratique, les tribunaux appartiennent en grande partie au gouvernement, tandis que les bureaux du procureur sont entièrement contrôlés par le gouvernement, et le Parlement a été transformé en une machine à voter.
- Les organisations non gouvernementales sont constamment harcelées par la police, par la justice et par des campagnes de dénigrement.
- Orbán a créé un « État travailliste », dont les mesures d'État-providence et les droits des travailleurs ont été considérablement restreints.
- Une législation électorale spéciale assure à Orbán et à son parti une majorité parlementaire des deux tiers, dans certains cas avec moins d'un tiers des voix de tous les électeurs éligibles.

Une partie des critiques s'explique simplement par le fait qu'Orbán a expulsé les libéraux des emplois de premier plan. Alors que la gauche radicale continue de s'en prendre aux institutions gouvernementales du monde occidental, Orbán s'est opposé à cette tendance en Hongrie.

Mais certaines des critiques à l'encontre des avancées dictatoriales d'Orbán sont valables, comme sa répression de la presse libre.

Bien que Tucker Carlson ait peut-être raison de dire que la Hongrie est plus libre que les États-Unis, pour vraiment comprendre ce qui se passe en Hongrie, vous devez comprendre les fondements sur lesquels la politique d'Orbán est construite. Dans son article de 2020, M. Flurry explique qu'après la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie était sous la domination soviétique. Mais lorsque le rideau de fer est tombé, la Hongrie rejoignit l'Union européenne. L'Église catholique, qui façonnait la Hongrie pendant des siècles, joua un rôle crucial dans cette décision.

L'Église catholique façonne les politiques de la Hongrie aujourd'hui. « La Hongrie est depuis des siècles dirigée par la dynastie des Habsbourg », écrit M. Flurry. « La religion, la culture et les liens avec Rome ont survécu à son occupation par l'Union soviétique. » Le gouvernement hongrois, tout en prenant position contre l'immigration (qui est majoritairement islamique), a entamé une coopération plus étroite avec les Églises catholiques et protestantes.

Le 27 août, M. Orbán se rendit à Rome pour assister à la 12<sup>e</sup> réunion annuelle des législateurs catholiques afin de discuter « des grandes questions du monde et des possibilités de la politique chrétienne, dans un monde incertain », a écrit le secrétaire d'État hongrois Balázs Orbán sur *Facebook*. Le principal objectif du Premier ministre Orbán est de forger une alliance de la « droite chrétienne » en Europe qui s'oppose au courant libéral dominant.

Ce que les conservateurs américains ne réalisent pas, c'est que la droite chrétienne en Europe est en fait le catholicisme.

L'Europe a une longue histoire de gouvernements ayant une relation de type Orbán avec la religion. Charles le Grand, ou Charlemagne, fut l'un des premiers à forger ce genre de relation. Voici comment nous résumons cette histoire dans notre brochure gratuite [L'Allemagne et le Saint-Empire romain](#) :

En tant qu'empereur du « Saint » Empire romain, Charles estima de son devoir de propager la foi chrétienne en utilisant tous les moyens nécessaires. La Nouvelle Encyclopédie Britannica dit : « Les méthodes violentes par lesquelles cette tâche missionnaire fut exécutée étaient inconnues au début du Moyen Âge, et le châtimement sanguinaire infligé à ceux qui brisaient le canon de la loi, ou continuaient à s'engager dans des pratiques païennes, provoquèrent des critiques dans le 'propre entourage' de Charles (vol. 4, article 'Charlemagne, Empereur') ».

La violence, que Charlemagne utilisa pour imposer la religion catholique à ses sujets, était simplement inconnue dans les empires précédents ! Il imposait sa marque du christianisme sur tous. Son empire peut avoir eu des liens nets avec les anciens Romains, mais il n'était certainement pas « saint »—même si une grande église le conduisait. Et pourtant, durant les siècles qui suivirent, l'objectif des empereurs qui lui succédèrent fut de restaurer les traditions de Charlemagne dans leur quête de faire revivre l'empire romain !

Nous devons comprendre la racine du droit européen, qui était inspirée par l'Église catholique romaine. Aujourd'hui encore, l'Église catholique s'oppose largement à l'avortement, à l'homosexualité et à d'autres tendances libérales. Mais historiquement, elle a également encouragé l'antisémitisme. À chaque croisade inspirée par l'Église catholique, la persécution des Juifs survenait.

Dans « *The First Crusade and the Persecution of the Jews* [La première croisade et la persécution des Juifs] », de *Cambridge University Press*, Jonathan Riley-Smith a écrit : « Le premier pogrom de l'histoire de l'Europe occidentale eut lieu entre décembre 1095 et juillet 1096, une série d'événements si affligeants pour le peuple juif que des rumeurs à leur sujet atteignirent le Proche-Orient avant la première croisade, inspirant aux communautés là-bas une ferveur messianique, tandis que des chants funèbres en l'honneur des martyrs sont récités dans les synagogues jusqu'à ce jour » (21 mars 2016).

L'histoire regorge d'exemples qui montrent que des dirigeants autoritaires, des rois et des dictateurs ont utilisé la religion pour arriver à leurs fins. Adolf Hitler fit un concordat avec le Vatican ; il chercha à réprimer la prostitution, l'homosexualité et la criminalité en hausse dans les villes allemandes.

Aujourd'hui, les dirigeants européens admirent l'Église catholique qui repousse le libéralisme—mais ils ignorent le mal qu'elle commet et sont destinés à répéter l'erreur de s'allier à cette Église. Ceci est profondément significatif si vous considérez la prophétie biblique.

Dans Apocalypse 17, l'apôtre Jean a enregistré une prophétie que la plupart des prétendus chrétiens ignorent. « Puis un des sept anges qui tenaient les sept coupes vint, et il m'adressa la parole, en disant : Viens, je te montrerai le jugement de la grande prostituée qui est assise sur les grandes eaux » (verset 1).

Dans *Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique ?*, le regretté Herbert W. Armstrong a écrit : « Au 17ème chapitre de l'Apocalypse, en plus de la bête, nous trouvons une femme—une femme grande et riche mais déçue—qui monte la bête. La Bible décrit le symbole de la 'femme' comme étant une église (voir 2 Corinthiens 11 : 2 ; Apocalypse 19 : 7 ; Éphésiens 5 : 23-27). D'autre part, la 'bête' symbolise un royaume, ou un empire. »

Cette combinaison Église-État est connue sous le nom du Saint Empire romain. Mais cet empire ne se limite pas à l'histoire. Il est en train de ressusciter sous nos yeux. La Bible révèle que la résurrection moderne du Saint Empire romain sera une combinaison de nations européennes qui partagent les valeurs catholiques et cherchent à atteindre le même objectif.

La Hongrie pourrait jouer un rôle crucial dans cette résurrection. « L'acceptation de la dictature d'Orbán dans l'UE est-elle un signe que le temps est venu pour que les 10 rois d'Europe émergent ? », demanda M. Flurry, se référant aux 10 rois prophétisés qui dirigeront cet empire (Apocalypse 17 : 12). « Il est presque certain que la Hongrie fera partie de la future superpuissance européenne de dix nations », écrit-il.

Nos dirigeants actuels ne comprennent pas l'histoire du Saint-Empire romain et rejettent les prophéties de la Bible à son sujet. Comme l'explique *The Holy Roman Empire in Prophecy* [Le Saint-Empire romain selon la prophétie—disponible uniquement en anglais], les nazis poursuivaient un bon nombre des mêmes objectifs que les empereurs du Saint Empire romain avant eux. L'un de ces objectifs était et est toujours de détruire la monarchie britannique et d'assujettir le peuple anglophone. Comme le montre M. Flurry dans *Ezekiel—The End-Time Prophet* (Ézéchiel : le prophète du temps de la fin—disponible uniquement en anglais), Ézéchiel 23 avertit que ce plan visant à détruire le peuple anglophone impliquera une trahison massive.

C'est pourquoi il est étonnant de voir les conservateurs américains se rapprocher du Saint Empire romain. Depuis plus d'une décennie, nous désignons l'ancien ministre allemand de la défense Karl-Theodor zu Guttenberg comme l'homme le plus susceptible de diriger ce Saint Empire romain ressuscité que nous voyons s'établir en Hongrie et dans d'autres pays. Il est intéressant de noter que Guttenberg apparaît souvent sur *Fox Business* et semble entretenir une relation privilégiée avec la présentatrice María Bartiromo, qui est en contact avec Trump. Les liens de Guttenberg avec les conservateurs américains sont trompeurs, car il a souvent exprimé à des publics germanophones son mépris total pour les politiques de Trump.

Alors que peu de gens comprennent le danger de fusionner la religion et la politique en Europe, la Bible et l'histoire tirent la sonnette d'alarme. Pour comprendre cette histoire et cette prophétie, demandez un exemplaire gratuit du livre *The Holy Roman Empire in Prophecy* [Le Saint-Empire romain selon la prophétie—disponible uniquement en anglais].



**Téléchargez, ou  
commandez votre  
copie gratuite de**

**L'Allemagne et  
le Saint Empire  
romain**

**maintenant en cliquant ici**